



LES FORCES  
MUSICALES



Le 28 novembre 2016

## **POURQUOI NOS ORGANISATIONS DU SECTEUR DU SPECTACLE VIVANT SUBVENTIONNE NE SE RENDRONT PAS AUX ETATS GENERAUX ORGANISES PAR LE PRODISS LE 28 NOVEMBRE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

Nos syndicats du secteur du spectacle vivant subventionné ont été invités par le PRODISS à participer à une rencontre organisée sous le titre des « Etats généraux du développement » le 28 novembre.

Cette journée est centrée sur les propositions de Jean-François Marguerin et de Jules Frutos de fonder un « Centre National des Spectacles » sur la base de taxes affectées dont l'assiette serait élargie à l'ensemble du spectacle vivant.

Nous reconnaissons au PRODISS la pleine liberté d'ouvrir à nouveau ce débat.

Cependant, la méthode employée, la proposition tardive et insistante de participer à une concertation, dont les premières orientations et conclusions sont déjà diffusées, ne nous permettent pas d'y participer.

Nous souhaitons aux participants de bons travaux, et nous permettons d'insister sur le fait que le secteur ne sera pas représenté dans son ensemble, rendant erroné le titre « d'Etats généraux ».

Nous avons demandé au ministère de la Culture et de la Communication de prendre position sur les équilibres harmonieux de sa politique de subvention directe, de taux de TVA, de crédit d'impôt et de taxes affectées.

L'ensemble de ces modèles de financement public, votés chaque année par la représentation nationale, doit permettre de soutenir à la fois les artistes et les entreprises. Il en va de la diversité de la création comme du développement de l'ensemble de notre secteur.

Pour la partie qui nous concerne, les missions d'intérêt général qui nous sont confiées de démocratisation, d'équité territoriale, d'exigence et de diversité artistiques sont assorties d'un cahier des charges et soumises à une évaluation. La subvention versée aux projets et aux acteurs qui les portent est la manifestation d'une intervention directe et volontaire de l'Etat et des collectivités territoriales.

Dans un contexte de campagne électorale, dans une accélération de la concentration économique, dans une actualité européenne qui ignore les arts et la culture, nous ferons prochainement nos propres propositions.